

## AMBASSADE DE FRANCE EN TUNISIE

### SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE TUNIS

#### - Brèves économiques de Tunisie et de Libye - Semaine du 23 février au 1<sup>er</sup> mars 2018

##### Tunisie

- *Le niveau des avoirs en devises de la BCT ne représente plus que 82 jours d'importation*
- *Le Taux du marché monétaire s'élève à 5,6%, un niveau record depuis 15 ans*
- *Moody's publie une note sur les difficultés rencontrées par le secteur bancaire tunisien*
- *Lancement de l'étude de faisabilité du fond d'amorçage de la CDC à destination de startups*
- *L'Instance tunisienne de l'investissement est désormais opérationnelle*

##### Libye

- *Fermeture du site pétrolier d'El Feel*
- *Organisation d'une conférence à Istanbul afin de relancer les investissements turcs en Libye*

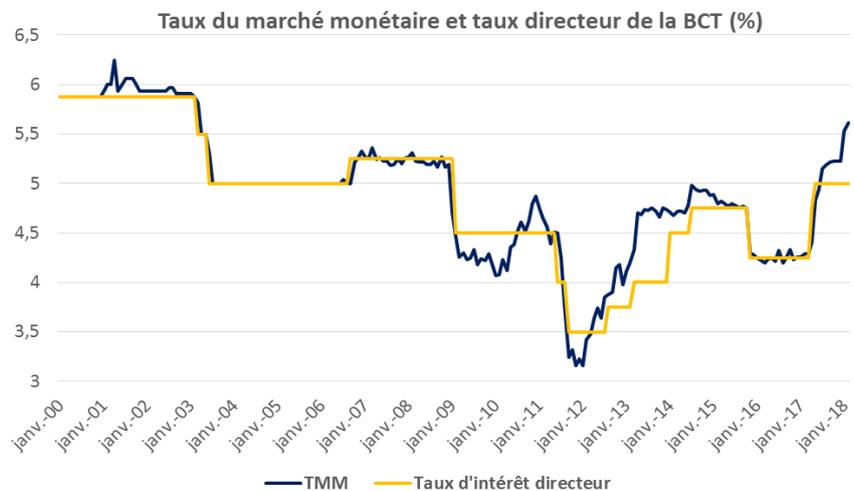
## TUNISIE

- *Le niveau des avoirs en devises de la BCT ne représente plus que 82 jours d'importation*

Le niveau des avoirs en devises de la Banque centrale de Tunisie (BCT) a fortement diminué depuis plusieurs mois. Il ne représente au 1<sup>er</sup> mars 2018 plus que 82 jours d'importation, soit environ 11,5 Mds TND (4 Mds EUR), contre 113 jours d'importation et 13,4 Mds TND (4,5 Mds EUR) il y a un an. A ce titre, la BCT a publié un [communiqué](#) lundi 26 février précisant que ces pressions à la baisse avaient été causées, outre les règlements attendus au titre du service de la dette, par les nombreux règlements en devises auxquels la Tunisie a procédé en début d'année pour la constitution de stocks de matières premières, énergétiques ou alimentaires, destinés à soutenir l'activité économique sur l'ensemble de l'année 2018. La BCT affirme pour autant que le niveau des réserves devrait se consolider dans la période à venir grâce à l'encaissement de différentes recettes (exportations d'huile d'olive et de dattes, revenus touristiques, etc.) et au décaissement de différents financements extérieurs.

- *Le Taux du marché monétaire s'élève à 5,6%, un niveau record depuis 15 ans*

Le taux du marché monétaire (TMM) s'élève le 1<sup>er</sup> mars 2018 à son plus haut niveau depuis 2003, soit 5,6% (contre 4,3% en mars 2017). Le TMM, définit en fonction du taux directeur (actuellement à 5%), est le taux moyen auquel les banques tunisiennes s'empruntent entre elles. Il sert ainsi de référence pour la détermination de la plupart des taux appliqués par les banques aux agents économiques. Cette



augmentation marquée du TMM sur les derniers mois traduit l'assèchement en liquidités disponibles sur le marché monétaire, et pourrait conduire de fait à limiter le refinancement des banques. Cependant, dans le contexte actuel de forte inflation, l'augmentation du TMM pourrait également permettre d'ancrer les anticipations d'inflation et à terme de soutenir le dinar sur le marché de change.

- *Moody's publie une note sur les difficultés rencontrées par le secteur bancaire tunisien*

L'agence de notation Moody's a publié le 28 février une [note sur le secteur bancaire tunisien](#). Celle-ci fait notamment état de la problématique des crédits non performants, qui devraient se stabiliser à un niveau élevé (environ 15%) au cours des prochaines années. Selon cette note, la mise en place d'un mécanisme de résolution des créances non recouvertes, couplée avec une croissance soutenue des crédits, pourrait permettre de diminuer ce taux, qui affecte notamment les banques publiques (dont le niveau moyen de crédits non performants grime à 22%). Moody's s'inquiète également des problèmes de liquidité rencontrés par les banques tunisiennes, dont les besoins de financement se sont élevés à 11 Mds TND (3,7 Mds EUR) en janvier 2018, contre 7 Mds TND (2,5 Mds EUR) en janvier 2017. Ces problèmes de liquidité engendrent une dépendance des banques aux financements de la BCT, ce qui les expose fortement au risque de resserrement de la politique monétaire et de renchérissement des conditions de financement. Enfin Moody's estime que le ratio de liquidité *Tier 1* (estimé à 8,2% fin 2017) est insuffisant, compte tenu du niveau élevé de créances non recouvertes et du faible niveau de provisionnement des banques.

- *Lancement de l'étude de faisabilité du fond d'amorçage de la CDC à destination de startups*

Un contrat d'assistance technique entre l'Agence française du développement (AFD) et BPI France a été signé mercredi 28 février 2018 afin d'appuyer la Caisse des dépôts et consignations tunisienne (CDC) dans la réalisation d'une étude préalable au lancement d'un fond d'amorçage à destination des startups tunisiennes. Cette étude de faisabilité sera réalisée par BPI France et devrait permettre d'établir dans un premier temps un diagnostic du secteur, puis de définir les contours et les conditions de mise en œuvre du fonds. Celui-ci pourrait s'élever, selon Mme Boutheina Ben Yaghlane, Présidente de la CDC, à 100 M€. Ce projet fait suite à la lettre d'intention signée entre les trois partenaires lors des Rencontres Africa, en octobre 2017, et s'inscrit dans le cadre du projet *Anava Tunisia*, visant à impulser une dynamique forte de soutien aux entreprises innovantes en Tunisie, en développant notamment un instrument de financement en capital.

- *L'Instance tunisienne de l'investissement est désormais opérationnelle*

L'Instance tunisienne de l'investissement, organisme créé par la Loi d'investissement du 17 septembre 2016, est désormais opérationnelle selon son Président, M. Khalil Laabidi. A terme, cette instance doit devenir le guichet et interlocuteur unique des investisseurs désirant se développer en Tunisie. Elle a en effet pour mission d'accompagner les investisseurs et de faciliter leur développement, tout en assurant le lien avec les nombreuses institutions sectorielles existantes en Tunisie (ministères, agences sectorielles de promotion de l'investissement, Centre de promotion des exportations, etc.). Dans un premier temps, l'Instance ne traitera que les projets supérieurs à 15 MTND (5 MEUR).

## LIBYE

- *Fermeture du site pétrolier d'El Feel*

Le site pétrolier d'*El Feel* est fermé depuis le vendredi 23 février, entraînant une réduction de près de 70 000 barils de la production quotidienne de pétrole en Libye. Cette fermeture fait suite à un conflit salarial entre les agents en charge de la sécurisation du terminal et la direction de la *National Oil Corporation* (NOC). Les agents de sécurité appartiennent à l'entreprise *Petroleum Facilities Guards*, qui serait déjà à l'origine de multiples blocages de sites pétroliers depuis septembre 2016. A ce stade, la production du champ pétrolier voisin de *Sharara* – le plus important du pays, avec une production avoisinant 300 000 b/j – n'a pas été affectée. Cet épisode illustre la fragilité et les nombreuses incertitudes qui pèsent sur le secteur.

- *Organisation d'une conférence à Istanbul afin de relancer les investissements turcs en Libye*

Une conférence sur l'investissement et le développement des relations économiques bilatérales entre la Libye et la Turquie a été organisée le 25 février à Istanbul. La conférence a permis d'identifier les secteurs qui pourraient intéresser les entreprises turques, notamment dans le domaine de la construction. A cette occasion, les entreprises ont rappelé les multiples problèmes auxquels elles sont confrontées en Libye depuis plusieurs années : défaut de paiement, abandon de projet, non-exécution des contrats, changement de gouvernance et d'interlocuteurs, etc. Au cours des cinq dernières années, les flux d'investissements turcs à destination de la Libye ont diminué progressivement, passant de 3 Mds USD en 2013 à 1,1 Mds USD en 2017.